

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE ET DU DEUXIÈME GROUPE
D'OPPOSITION

Avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Conseil du statut de la femme

TABLE DES MATIÈRES

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyage en avion ou en hélicoptère au Québec
3.	Dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites
4.	Dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements
5.	Dépenses en formation de communication
6.	Dépenses en formation de communication pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés
7.	Contrats octroyés par un organisme
8.	Appels d'offres publics de l'organisme
9.	Contrats octroyés par un organisme et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics
10.	Contrats octroyés par un cabinet ministériel
11.	Consultants externes intégrés ou œuvrant au sein de l'organisme
12.	Projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$
13.	Dépenses de bureau et de frais de déplacement
14.	Dépenses reliées à la téléphonie
15.	Effectifs de l'organisme
16.	Nombre de départs à la retraite et de remplacements effectués

17.	Baux pour les espaces occupés par l'organisme
18.	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués pour le cabinet ministériel
19.	Personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
20.	Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire de l'organisme
21.	Personnel hors structure
22.	Personnel en disponibilité
23.	Occasionnels mis à pied
24.	Personnel rémunéré par l'organisme et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres
25.	Abonnements
26.	Achat de billets de saison, réservation de loges et frais de club privé
27.	Information relative aux sites internet du Conseil
28.	Nominations de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs
29.	Dépenses pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles
30.	Demandes d'accès à l'information
31.	Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres
32.	Ententes signées entre l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes
33.	Crédits périmés et gel de crédits pour chaque organisme
34.	Inventaire des services que l'organisme offre aux citoyens
35.	Plan de réduction des dépenses de fonctionnement
36.	Sommes reçues du gouvernement fédéral ou autre gouvernement

37.	Montant total des primes au rendement et des bonis
38.	Montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat
39.	Montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire
40.	Cadres, dirigeants de la fonction publique, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée
41.	Cadres, dirigeants de la fonction publique ayant été déplacées de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement
42.	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif
43.	Entente de confidentialité requise pour la préparation de projet de loi, politiques, stratégies et consultations
44.	Coûts de reconduction des programmes existants
45.	Initiatives et majoration apportée à un programme existant
46.	Nombre de fonctionnaires affectés au Plan Nord
47.	Ventilation du budget consacré au Plan Nord
48.	Contrats qui ont fait l'objet de coûts additionnels à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme
49.	Dépenses en informatique
50.	Masse salariale et indemnités de retraite
51.	Taux d'absentéisme
52.	Actions entreprises et compressions réalisées
53.	Actions réalisées ou amorcées en vue d'atteindre les objectifs de développement durable
54.	Rapports, études, avis, analyses produits

- G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 :**
- a) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;**
 - b) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;**
 - c) LES PERSONNES RENCONTRÉES;**
 - d) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);**
 - e) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;**
 - f) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;**
 - g) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - a) LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;**
 - b) LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;**
 - h) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS.**

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

VOYAGE	Coût
Ottawa : 25 avril 2014. Allocution devant le groupe de travail interministériel sur le mariage forcé et la violence liée à l'honneur pour présenter l'avis du CSF sur les crimes d'honneur, sur invitation de M ^e Gillian Blackell, avocate au ministère de la Justice Canada, Section de la famille, des enfants et des adolescents. Participation de Julie Miville-Dechêne, présidente du CSF et Marie-Andrée Lefebvre, adjointe exécutive et attachée de presse de la présidente.	381,85 \$
Paris : 1^{er} au 5 juillet 2014. Participation au colloque <i>Manuels scolaires, genre et égalité</i> sur invitation et organisé par le Centre Hubertine Auclert en partenariat avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat, le ministère des Droit des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Allocution de Julie Miville-Dechêne, présidente du CSF. Rencontre avec les responsables du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.	518,21 \$
Ottawa : 6 et 7 septembre 2014. Participation au 100 ^e anniversaire du premier mouvement social des femmes francophones au Canada célébrant 100 femmes exceptionnelles ayant marqué le dernier centenaire au niveau de la francophonie ou de l'avancement des droits des femmes. Participation de Julie Miville-Dechêne, présidente du CSF.	489,58 \$
Île-du-Prince-Édouard : 22 et 23 septembre 2014. Participation à la conférence « A Bold Vision » de la Coalition canadienne des conseils consultatifs provinciaux et territoriaux sur le statut de la femme sur invitation de Linda Ross, présidente du Conseil consultatif provincial sur le statut de la femme de Terre-Neuve-et-Labrador. Participation de Julie Miville-Dechêne, présidente du CSF.	928,23 \$
Toronto : 1^{er} octobre 2014. Participation à l'émission « Couleurs locales » sur la chaîne TV5 – Unis, invitée de Philippe Burnet, entrevue de Julie Miville-Dechêne, présidente CSF sur le projet de loi entourant l'encadrement de la prostitution.	93,51 \$
Dakar, Sénégal : 16 au 26 novembre 2014. Participation aux activités autogérées entourant le Sommet de la Francophonie, à l'invitation de l'Observatoire national de la parité du Sénégal. Payé par : Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) du Canada. Tous les frais de déplacements de Marie-Andrée Lefebvre ont été pris en charge par le CECI. Personnes rencontrées et activités : Mariame Coulibaly, responsable de projets au CECI Sénégal et membre du conseil de l'ONP Sénégal; Fatou Diop, présidente de l'ONP; Carine Guidicelli, directrice Afrique du CECI; plusieurs représentantes gouvernementales et de la société civile de la francophonie, œuvrant en condition féminine. Participation à de nombreuses réunions et conférences sur le thème des droits des femmes en francophonie. Présentation du rôle et de la mission du Conseil du statut de la femme. Participation de Marie-Andrée Lefebvre, adjointe exécutive et attachée de presse de la présidente du CSF.	0 \$
Ottawa : 8 décembre 2014. Comparution devant le Comité sénatorial permanent des droits de la personne sur le projet de loi S-7 modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, la Loi sur le mariage civil, le Code criminel et d'autres lois en conséquence. Sur invitation de Mark Palmer, greffier de comité, Sénat du Canada. Participation de Julie Miville-Dechêne, présidente du CSF.	118,02 \$
TOTAL :	2 529,40\$

- G.2** POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2014-2015 :
- a) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
 - b) LES COÛTS VENTILÉS;
 - c) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
 - d) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'A PAS FAIT DE VOYAGE EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE AU QUÉBEC AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

- G.3** LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :
- a) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2014-2015, ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;
 - b) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
 - c) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - d) LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
 - e) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - f) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
 - g) LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

TYPE D'ÉVÈNEMENT	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT VISÉ	Coût
Concours « Révolutionne ton 8 mars » (affiches)	Michèle Tellier	Contrat négocié	Mise à jour de l’affiche et des règlements du concours	100 \$

Complément d’information

En lien avec la Journée internationale des femmes (8 mars 2015), des dépenses d’environ 7 700 \$ ont été effectuées, notamment pour la réalisation d’une vidéo promotionnelle et pour la publicité sur Facebook, dans *Le Devoir* et dans *La Presse +*.

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :

- a) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- b) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- c) LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.**

PAR UNE FIRME EXTERNE :

- d) LES SOMMES DÉPENSÉES 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- e) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;**
- f) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT, LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ, AVENANTS);**
- g) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES, DES VIDÉOS, ETC.;**
- h) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- i) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.**

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
BaNQ – Bibliothèque et archives	Conférence « Actrice de leur révolution »	Contrat négocié	920,00 \$	Discussion publique avec trois jeunes militantes - Égyptienne, Québécoise et Autochtone - au sujet des luttes auxquelles elles ont participé, des acquis pour les femmes de leur milieu et des défis à relever. Montant alloué pour la réservation de la salle.
Les Copies de la Capitale inc.	Conférence « Actrice de leur révolution »	Contrat négocié	78,60 \$	Impression de 200 encarts.
Sophie Langlois	Conférence « Actrice de leur révolution »	Contrat négocié	500,00 \$	Animation de la discussion publique.
Librairie Renaud-Bray inc.	Conférence « Actrice de leur révolution »	Contrat négocié	43,90 \$	Achat de deux livres pour les conférencières.
Librairie Pantoute	Conférence « Actrice de leur révolution »	Contrat négocié	21,95 \$	Achat d'un livre pour les conférencières.

Buffet Clémentine	Lancement de l'étude <i>La participation au marché du travail des femmes immigrées du Maghreb</i>	Contrat négocié	207,85 \$	Petit-déjeuner sur invitation pour lancer officiellement cette étude et échanger sur les constats qui s'en dégagent.
Les Copies de la Capitale inc.	Impression de l'étude <i>La participation au marché du travail des femmes immigrées du Maghreb</i>	Contrat négocié	99,61 \$	Impression de l'étude pour le lancement officiel.
TOTAL			1 871,91 \$	

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- a) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;**
- b) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- c) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;**

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :

- d) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;**
- e) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;**
- f) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- g) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;**
- h) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- i) NOMBRE TOTAL DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.**

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Organisé par le ministère ou l'organisme

BUT VISÉ	Coût
Achat d'un DVD « Désir de Liberté » diffusé à l'occasion d'une activité de perfectionnement et de formation du personnel sur l'histoire récente des femmes et de leurs luttes.	10 \$

Organisé par une firme externe

FOURNISSEURS	Coût	BUT VISÉ
Université Laval (Université féministe d'été)	1 050 \$	Séances d'information et de transmission de savoir sur le thème « Les âges de la vie : reconfigurations et enjeux pour les femmes », auxquelles ont assisté plusieurs employées de la Direction des communications, de la Direction de la recherche et de l'analyse, de la Direction des bureaux régionaux et du Bureau de la présidence, afin de les mettre au fait de la démarche féministe.

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL
EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

- a) LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;
- b) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- c) LA NATURE DE LA FORMATION;
- d) LES PERSONNES CONCERNÉES.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

**LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N’A PAS EU DE DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION AU COURS
DE CETTE PÉRIODE.**

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2014-2015, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- a) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- b) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- c) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- d) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- e) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- f) L'ÉCHÉANCIER;
- g) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
Bissonnette, Sophie	Production de capsules vidéo pour la ligne du temps de l'histoire des femmes	Contrat négocié	9 000,00 \$
Bordeleau, Paul	Illustrateur pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	700,00 \$
Carrier, Nancy	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	600,00 \$
Chagnon, Véronique	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	1 600,00\$
Champagne, Sarah	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	2 785,00\$
Corbeil, Raphaelle	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	1 600,00 \$
Darmency, Delphine	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	512,50 \$
De Billy, Hélène	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	640,00 \$
Desloire, Constance Hélène	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	512,50 \$
Dumais, Hélène	Révision linguistique et rédaction d'articles	Contrat négocié	7 370,00 \$
Durand, Monique	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	1 325,00 \$
Dussault, Andrée-Marie	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	950,00 \$
Ébacher, Jessica	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
Éthier, Chantal	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00 \$
Fehmiu, Myriam	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	960,00 \$
Gagné, Geneviève	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	720,00 \$
Galarneau, France	Révision linguistique	Contrat négocié	1 890,00 \$
Giguère, Noémie	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00\$
Guillemette, Mélissa	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	2 240,00 \$
Gwenaelle, Reytt	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	2 400,00 \$
Hémond, Élane	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	1 025,00 \$
Hillairet, Clémentine	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00 \$
Lanctôt, Aurélie	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	1 360,00 \$
Langevin, Louise	Analyse de droit comparé	Contrat négocié	8 500,00 \$
Langlois, Sophie	Animation d'une discussion publique – Actrices de leur révolution	Contrat négocié	500,00 \$
Marcotte, Sophie	Révision et rédaction d'articles pour le Webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	5 925,00 \$
Mazataud, Valerian	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	1 025,00 \$
Millot, Pascale	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	640,00 \$
Miron N., Isabelle	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00 \$
Navarro, Pascale	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	2 080,00 \$
Pellerin, Gilles	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00 \$
Poulin-Chartrand, Sarah	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	2 300,00 \$
Rezzoug, Leslie	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	1 750,00 \$
Rivard-Boudreau, Émilie	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
Schoenborn, Mélina	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	2 800,00 \$
Solomykina, Svetlana	Animation de rencontres sur la réflexion stratégique	Contrat négocié	6 749,93 \$
Siouissi, Takwa	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	1 600,00 \$
Verville, Marie-Hélène	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00 \$
Williams, Andréane	Rédaction d'articles pour le webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	800,00 \$
Willmot, Rod	Traduction	Contrat négocié	59,11 \$
Bla Bla rédaction S.E.N.C.	Révision linguistique	Contrat négocié	780,00 \$
La Cité médicale	Expertise médicale	Contrat négocié	1 200,00 \$
Intralogic Informatique Plus (9002-8689 Québec inc.)	Support informatique	Contrat négocié	581,25 \$
Léger Marketing inc.	Étude au moyen de groupes de discussion - Avis en cours	Sur invitation	24 596,00 \$
O2 Web Solutions inc.	Refonte du site internet www.gazettedesfemmes.ca	Sur invitation	11 100,00 \$
Service GPS	Service conseil	Contrat négocié	350,00 \$
Traduction Papyrus	Traduction	Contrat négocié	26,40 \$
Lamalice, Olivier	Photographie- Bureau de la présidente	Contrat négocié	150,00 \$
Soulard, Nancy	Conception d'un registre d'horaire variable	Contrat négocié	225,00 \$
Tellier, Michèle	Conception et réalisation visuelle pour le Web	Contrat négocié	7 725,00\$
Alexandre Claude Photographe & Vidéaste	Photographie – webzine Gazette des femmes	Contrat négocié	225,00 \$
Archives Iron Mountain	Service de destruction de documents	Contrat négocié	475,00 \$
CNW Telbec	Diffusion de communiqué de presse	Contrat négocié	139,74\$
Communication Demo inc.	Impression Revue de Presse	Contrat négocié	11 941,19\$
Immacule Conception Graphique	Conception et réalisation visuelle pour le Web	Contrat négocié	1 455,00\$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
Direct Info	Correction d'un formulaire Web pour le concours Révolutionne ton 8 mars	Contrat négocié	130,00\$
CopieExpress enr.	Impression de dépliants – Le droit à l'avortement – Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs	Contrat négocié	1 274,00\$
Copies de la Capitale inc.	Impression de divers documents – Dépliants – Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs – Encarts – Actrices de leur révolution – Étude de cas – La participation au marché du travail des femmes immigrées du Maghreb	Contrat négocié	740,25 \$
Deschamps Impression inc.	Impression de volumes sur la prostitution	Contrat négocié	1 150,00\$
Dièse Solutions visuelles et design inc.	Photographie d'Alexandre Fecteau pour la Gazette des femmes	Contrat négocié	75,00\$
Distribution Michel Mimeault	Entretien annuel d'un refroidisseur d'eau	Contrat négocié	99,80\$
Euromart Corporation du Canada Inc.	Service d'entretien et réparation d'immeuble	Contrat négocié	1 165,55\$
Folia Design inc.	Service d'entretien des plantes	Contrat négocié	1 642,80\$
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	Impression d'avis – Pour une véritable protection juridique des conjointes de fait	Sur invitation	2 392,00\$
La Lavandière	Service de buanderie	Contrat négocié	80,00\$
Litho Chic inc.	Impression de brochures – Portrait des Québécoises en 8 temps	Contrat négocié	1 945,00\$
Micro Age (Drummond informatique Itée)	Support informatique	Contrat négocié	45,00\$
Micro Age (9281-6180 Québec inc.)	Support informatique	Contrat négocié	472,50 \$
Société Telus Communications	Tests d'intrusion et de vulnérabilités	Sur invitation	9 975,00 \$
Shred-It International ULC	Service de destruction de documents	Contrat négocié	100,00\$
Technologies Umbrella inc.	Banque d'heures pour support informatique	Contrat négocié	8 621,00\$
Télécommunication Stéphane St-Hilaire	Service de réparation d'appareil téléphonique	Contrat négocié	69,00\$
Service de transcription Janie Babin	Transcription d'entrevue	Contrat négocié	4 233,90\$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL
Web Network Solutions	Service web	Contrat négocié	402,82\$
TOTAL			174 902,24 \$

G.8 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- a) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
 - b) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
 - c) LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
 - d) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
 - e) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'A PAS RÉALISÉ D'APPEL D'OFFRES PUBLICS AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

- G.9** **LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2014-2015 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LA SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :**
- INDIQUER SI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILÉ CETTE INFORMATION ET SOUS QUEL FORMAT.**
- a) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
 - b) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
 - c) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
 - d) LE MONTANT ACCORDÉ;**
 - e) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;**
 - f) TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.**
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'A PAS OCTROYÉ DE CONTRATS EN VERTU DE L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

- G.10** LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2014-2015, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :
- a) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - b) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 - c) LE COÛT;
 - d) L'ÉCHÉANCIER;
 - e) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION 7.

G.11 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR **2014-2015** :

- a) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE;
 - b) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
 - c) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
 - d) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
 - e) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
 - f) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
 - g) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
 - h) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. WWW.SEO.CA.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- a) LE NOM DU PROJET;
- b) LA NATURE DU PROJET;
- c) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- d) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- e) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- f) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- g) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- h) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- i) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- j) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTAL ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- k) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA *POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS*.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'A INITIÉ AUCUN PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

- G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2014-2015 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :
- a) LA PHOTOCOPIE;

b) LE MOBILIER DE BUREAU;

c) L'AMEUBLEMENT;

d) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;

e) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;

f) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;

g) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;

h) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;

i) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;

j) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

I. a) AU QUÉBEC

II. b) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

PHOTOCOPIE	8 075,05 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	806,88 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS AU QUÉBEC	44 997 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	5 988,77 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0 \$
TOTAL	59 867,70 \$

- G.14 SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2014-2015 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :
- a) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS UTILISÉS;

b) LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES);

c) LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;

d) LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;

e) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;

f) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;

g) LES NOMS DES FOURNISSEURS;

h) LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;

i) LES ORDINATEURS PORTABLES;

j) LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;

k) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;

l) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS UTILISÉS	11
LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES, D'IPAD ET OU D'AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE	27
LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS	0
LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES	Pool
LE NOM DES FOURNISSEURS	Rogers Bell
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	164,99 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS (AUTRES FRAIS DE SERVICES)	179,00 \$
LE COÛT DES CONTRATS DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS	3 442,00\$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	68,06 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0 \$
TOTAL	3 854,05 \$

- G.15
- CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :
- A)

LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); **35 ANS ET PLUS;**
- B)

LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); **35 ANS ET MOINS;**
- C)

LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
- D)

LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- E)

LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
- F)

LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
- G)

LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- H)

LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
- I)

LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
- J)

L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- K)

L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
- L)

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
- M)

LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- N)

LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
- O)

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
- P)

LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

A ET B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Au 31 mars 2015

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans																
35 ans et plus	4		4	100 %	3	100 %	1	100 %								
Total	4		4	100 %	3	100 %	1	100 %								

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	4	1	5	26 %	4	24 %	1	50 %								
35 ans et plus	14		14	74 %	13	76 %	1	50 %								
Total	18	1	19	100 %	17	100 %	2	100 %								
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	2	1	3	23 %	1	9 %	2	100 %								
35 ans et plus	10		10	77 %	10	91 %										
Total	12	1	13	100 %	11	100 %	2	100 %								
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans																
35 ans et plus																
Total																
Total par GROUPE D'AGE:																
Moins de 35 ans	6	2	8	22 %	5	16 %	3	60 %								
35 ans et plus	28		28	78 %	26	84 %	2	40 %								
Total	34	2	36	100 %	31	100 %	5	100 %								

C) NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

Au 6 mars 2015

CATÉGORIE D'EMPLOI	2014-2015
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	15,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	105
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	132
PERSONNEL OUVRIER	
TOTAL	252,5

D) LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉS DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI;

Au 6 mars 2015

CATÉGORIE	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE		2	1		N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	6	10	4		N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	8	5			N/D
PERSONNEL OUVRIER					N/D
TOTAL	14	17	5	0	N/D

E) NOMBRE TOTAL D’HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

Au 6 mars 2015

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE		3,5	3,5	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	43	434,66	477,66	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		135,82	135,82	N/D
PERSONNEL OUVRIER				N/D
TOTAL	43	573,98	616,98	N/D

F) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;

Au 6 mars 2015

CATÉGORIE D’EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	15	17,5	9	13	27,5				2	5		4	93
PERSONNEL PROFESSIONNEL	3,5	2,5	49	50	132	10,5	1	6	16	19	20		309,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1,5	17	46,5	79	84,5	10	15	13	31	3,5	5,5	1	307,5
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL	20	37	104,5	142	244	20,5	16	19	49	27,5	25,5	5	710

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI;

Au 6 mars 2015

CATÉGORIE	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	2			1	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	8	5	1		N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	8	4			N/D
PERSONNEL OUVRIER					N/D
TOTAL	18	9	1	1	N/D

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1^o de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

J) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Saguenay-Lac-Saint-Jean		2		1		3
CAPITALE-NATIONALE	4	12	8	3		27
MONTRÉAL		2				2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		2				2
TOTAL	4	18	8	4		34

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
EXPERT	4	4	3
ÉMÉRITE			

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
TRAITEMENT SUPÉRIEUR			

M) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Saguenay-Lac-Saint-Jean		2		1		3
CAPITALE-NATIONALE	4	13	9	3		29
MONTRÉAL		2				2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		2				2
TOTAL	4	19	9	4		36

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

O) LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

N) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

- a) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2013-2014 ET EN 2014-2015, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES.
 - b) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
 - c) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
 - d) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

A) Nombre de départs à la retraite en 2014-2015

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

B) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Le Conseil du statut de la femme a effectué deux remplacements en application du Plan de gestion des ressources humaines.

C) Nombre de départs à la retraite prévu pour 2015-2016 et 2016-2017

Nombre de départs 2015-2016 : Aucune entente signée connue.

Indemnités à être versées en 2015-2016 : Aucune indemnité à être versée.

Nombre de départs 2016-2017 : Aucune entente signée connue.

Indemnités à être versées en 2016-2017 : Aucune indemnité à être versée.

D) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats, et ce, en date du 31 mars 2015

Le Conseil du statut de la femme a engagé une personne retraitée au cours de l'année financière 2014-2015.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2014-2015 EN INDIQUANT POUR CHACUN D’EUX :

- a) L’EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- b) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- c) LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- d) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- e) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- f) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- g) LES COÛTS D’AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2014, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- h) LA DURÉE DU BAIL;
- i) LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- j) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT ANNUEL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
227, rue Racine Est, Chicoutimi	17 301,24 \$	87,36 M.C.	0 \$	Le bail se renouvelle annuellement	Société Québécoise des infrastructures
255, rue Principale, Rouyn-Noranda	12 352,08 \$	73,40 M.C.	0 \$	Le bail se renouvelle annuellement	Société Québécoise des infrastructures
800, Place d'Youville, Québec	272 349,84 \$	1 079,91 M.C.	412,02 \$	Le bail se renouvelle annuellement	Euromart Corporation
500, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	71 908,80 \$	204,01 M.C.	0 \$	Le bail se renouvelle annuellement	Le Groupe Alfid

Complément d’information

10 février 2015 : Annonce de fermeture de ses quatre bureaux régionaux à compter du 31 mars 2015. En conséquence, les baux des bureaux de Chicoutimi, de Rouyn-Noranda et de Montréal n’ont pas été renouvelés.

- G.18** POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2014-2015, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :
- A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;
 - B. LES COÛTS;
 - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun déménagement, aménagement et rénovation dans les espaces occupés au cours de cette période.

Complément d'information

10 février 2015 : Annonce de fermeture de ses quatre bureaux régionaux à compter du 31 mars 2015. En conséquence, des dépenses d'environ 12 000 \$ seront déboursées en mars 2015.

G.19 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2014-2015, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- a) LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART ;
- b) LE TITRE DE LA FONCTION;
- c) L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
- d) LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
- e) LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- f) LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
- g) LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
- h) LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
- i) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2014-2015;
- j) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
- k) LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016;
- l) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
- m) S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'EST PAS CONCERNÉ PAR CETTE QUESTION.

- G.20** **LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2014-2015 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :**
- a) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;**
 - b) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;**
 - c) LE MONTANT ATTRIBUÉ;**
 - d) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'EST PAS CONCERNÉ PAR CETTE QUESTION.

- G.21** **LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :**
- a) LE NOM DE LA PERSONNE;**
 - b) LE POSTE OCCUPÉ;**
 - c) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - d) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
 - e) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
 - f) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.**
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'À PAS EU DE PERSONNEL HORS STRUCTURE AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

- G.22** LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :
- LE POSTE INITIAL;
 - LE SALAIRE;
 - LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
 - LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - LES PRÉVISIONS 2015-2016.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.23 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN VENTILANT :**
A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
B) PRÉVISIONS 2015-2016;
C) PAR CATÉGORIE D'ÂGE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.24** **LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :**
- a) LE NOM DE LA PERSONNE;
 - b) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
 - c) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - d) L'ASSIGNATION INITIALE;
 - e) L'ASSIGNATION ACTUELLE;
 - f) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - g) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

NOM DE LA PERSONNE :	Diane Parisé
POSTE OCCUPÉ ET NOM DE L'ORGANISME :	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme
ASSIGNATION INITIALE :	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme
ASSIGNATION ACTUELLE :	Conseillère en milieu carcéral, ministère de la Sécurité publique (cédée depuis 23 juin 2014).
SALAIRE :	73 696 - 75 538 \$
DATE DE L'ASSIGNATION :	28 janvier 2013
DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU :	23 juin 2014

NOM DE LA PERSONNE :	Monique Voisine
POSTE OCCUPÉ ET NOM DE L'ORGANISME :	Technicienne en documentation, Conseil du statut de la femme
ASSIGNATION INITIALE :	Technicienne en documentation, Conseil du statut de la femme
ASSIGNATION ACTUELLE :	Conseillère au Service de la condition féminine du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (jusqu'au 2 mai 2014)
SALAIRE :	48 014 - 49 785 \$
DATE DE L'ASSIGNATION :	1994
DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU :	2 mai 2014

G.25 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2014-2015, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- a) LE COÛT DE CHACUN;
- b) LE FOURNISSEUR;
- c) LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Association professionnelle des techniciennes et des techniciens en documentation du Québec (APTDQ)	55,00 \$	APTDQ (bulletins d'information)
Communication DÉMO	5 059,97 \$	Revue de presse des médias électroniques
Communication DÉMO	6 881,22 \$	Revue de presse des médias écrits - numérisée
CNW Telbec	139,74 \$	Diffusion de communiqué de presse
Courrier international	71,24 \$	Courrier international
Ebsco	78,84 \$	Cahiers du genre
Ebsco	212,00 \$	Nouvelles pratiques sociales
Ebsco	157,99 \$	Nouvelles questions féministes
Ebsco	53,68 \$	Prostitution et société – Mouvement du nid
Ebsco	133,44 \$	Travail genre et société
Érudit	115,00 \$	Recherches féministes - GREMF
Globe and Mail	478,92 \$	Globe and Mail
Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM	5,00 \$	FeminÉtudes
Hogg	167,43 \$	Constitutional Law
L'actualité	38,27 \$	L'actualité
La Presse	444,84 \$	La Presse
La Tribune	100,00 \$	La Tribune
Le Devoir	210,45 \$	Le Devoir
Le Droit	50,00 \$	Le Droit
Le Nouvelliste	100,00 \$	Le Nouvelliste
Le Soleil	186,16 \$	Le Soleil
Nouvelles	59,46 \$	Nouvelles/News/L'autre genre d'info
Planète F	20,00 \$	Planète F
Progrès du Saguenay – Le Quotidien	212,89 \$	Progrès du Saguenay – Le Quotidien
RIBG -CSPQ	3 800,00 \$	Réseau des bibliothèques gouvernementale / PortFolio
Wilson & Lafleur	66,50 \$	Code civil du Québec
Wilson & Lafleur	66,50 \$	Code criminel
Wilson & Lafleur	66,50 \$	Code de procédure civile
Wilson & Lafleur	66,50 \$	Lois du travail
TOTAL 19 097,54 \$		

G.26 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L’ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D’UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N’A ACHETÉ AUCUN BILLET DE SAISON, N’A RÉSERVÉ AUCUNE LOGE ET N’A PAYÉ AUCUN FRAIS POUR DEVENIR MEMBRE D’UN CLUB PRIVÉ AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

- G.27** POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :
- a) LE NOM DU SITE WEB;
 - b) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
 - c) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
 - d) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
 - e) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
 - f) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HITS »);
 - g) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
 - h) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.csf.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	iXmédia en 2009-2010
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	27 900 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	507 \$ annuellement (site Internet hébergé sur un serveur de la firme OVH). L'entretien et les mises à jour sont effectués par le personnel du Conseil. La responsabilité de la production et de la diffusion du contenu du site incombe à la Direction des communications du Conseil. Le Service administratif voit à la maintenance.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$. Le personnel du Conseil effectue de manière constante divers travaux d'amélioration et de bonification de son site Internet dans le but d'en assurer le dynamisme. 810 \$ À l'hiver 2013, des travaux de migration du site Internet vers une nouvelle plateforme WordPress ont été entamés. Cet exercice de transfert et de programmation ont été complétés au printemps 2015. La majorité de ces travaux a été réalisé à l'interne.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les types d'information et de documents à publier). La fréquence est soit quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle ou ponctuelle.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Le personnel du Conseil.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.gazettedesfemmes.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications interactives pour la phase 1 (2011) et par des ressources internes du Conseil pour la phase 2.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	26 865 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Intégré au coût d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut). Utilisation de la plateforme WordPress, logiciel libre de droits. Entretien et mises à jour effectuées par des ressources internes.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	2013 : 5 520 \$, pour le design du webzine adaptatif (version pour appareil mobile). Le Conseil a réalisé un sondage auprès du lectorat afin d'analyser la fréquentation et l'appréciation du webzine <i>Gazette des femmes</i> . Les travaux de remodelage du webzine, suivant les résultats du sondage, ont débuté en 2014-2015 au coût de 11 000\$ (Firme O2 Web Solutions inc.).

Adresse du site Internet : www.gazettedesfemmes.ca	
Sujets	Détails
	La refonte sera complétée en 2015 par des ressources internes sans coûts supplémentaires prévus.
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les articles journalistiques et les capsules vidéo à publier). La fréquence est soit quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle ou ponctuelle.
Le responsable du contenu sur le site :	Le personnel du Conseil.

G.28 **NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2014, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :**

- a) LA LISTE;**
- b) LE NOM DE LA PERSONNE;**
- c) LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;**
- d) LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;**
- e) LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;**
- f) LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;**
- g) LES SOMMES IMPLIQUÉES.**

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'EST PAS CONCERNÉ PAR CETTE QUESTION.

G.29 POUR 2014-2015, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N’A EFFECTUÉ AUCUNE DÉPENSE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

G.30 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 :

- a) LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
- b) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
- c) LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
- d) LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);
- e) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
- f) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
- g) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2014-2015 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.31** LA LISTE DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2014-2015 :
- a) LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - b) LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - c) LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - d) LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N’EST PAS CONCERNÉ PAR CETTE QUESTION.

G.32 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2014-2015 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N’A SIGNÉ AUCUNE ENTENTE AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D’AUTRES PROVINCES CANADIENNES AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

G.33 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.34 TEL QUE LE MENTIONNE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2015-2016.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N’OFFRE AUCUN BIEN ET AUCUN SERVICE À LA POPULATION, AUX ENTREPRISES ET AUX MUNICIPALITÉS.

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS 2015-2016.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE **Secrétariat du Conseil du Trésor** ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.36 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2013-2014 ET EN 2014-2015, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 ET 2016-2017, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'A REÇU AUCUN MONTANT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE **2014-2015**, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'A OCTROYÉ AUCUNE PRIME AU RENDEMENT OU DE BONI AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE **2014-2015**, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N'A VERSÉ AUCUNE PRIME DE DÉPART AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE **2014-2015** LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.40** **POUR 2014-2015, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? POUR CHAQUE PERSONNE :**
- a)** FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - b)** FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

IL N'Y A PAS DE CADRES, DE DIRIGEANTS OU DE SOUS-MINISTRES QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

- G.41** **POUR 2014-2015, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT ? POUR CHAQUE PERSONNE :**
- c) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - d) Fournir la liste des salaires versés;**
 - e) Boni ou prime relié au déplacement de la fonction.**

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME N’A FORMÉ AUCUN COMITÉ AU COURS DE CETTE PÉRIODE.

G.43 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.44 COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE **2014-2015** ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN **2015-2016**. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN **2014-2015**, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS **2015-2016**, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.45 LISTE DES SITUATIONS EN 2014-2015 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015. INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**G.46 NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS À L'ÉLABORATION ET À LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NORD
POUR 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016.**

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES
ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2014-2015 SEULEMENT.**

**G.47 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À L'ÉLABORATION ET À LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NORD
POUR 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016.**

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES
ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2014-2015 SEULEMENT.**

G.48 PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT GLOBAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2014-2015 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SUITE À UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION ET SOU QUEL FORMAT.
SI OUI, FOURNIR LA LISTE VENTÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- a) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- b) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);
- c) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- d) LE MONTANT ACCORDÉ;
- e) LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;
- f) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- g) TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

CES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

G.49 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 :

- a) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);**
 - b) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;**
 - c) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;**
 - d) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.**
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

- a) LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME A ESTIMÉ SES ACTIVITÉS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À 175 900 \$ POUR L'ANNÉE 2014-2015;**
- b) LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET — <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)**
- c) SANS OBJET.**
- d) VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION 11.**

G.50

- a) POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.**
- b) POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.**
-

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Le Conseil du statut de la femme n'a versé aucune indemnité de retraite au cours de cette période.

G.51 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

VEUILLEZ RÉFÉRER AUX SOUS-QUESTIONS C) ET F) DE LA QUESTION 15.

- G.52** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :
- a) DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;
 - b) DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;
 - c) D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;
 - d) DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.53 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES OU AMORCÉES EN 2014-2015 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2014-2015 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.54** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN **2014-2015** EN INDIQUANT POUR CHACUN :
- a) LE SUJET;
 - b) LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
 - c) LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
 - d) LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – PQ

Conseil du statut de la femme

TABLE DES MATIÈRES

44.	Bureau de la présidence - Rencontres, repas ou réunions - Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation - Colloques et congrès
45.	Effectif du Conseil – 31 mars 2015
46.	Tous les mandats confiés au Conseil
47.	Organigramme du Conseil
48.	Loi fédérale C-36 (Loi sur la protection des collectivités et des personnes exploitées)
49.	Statut légal des conjoints de faits
50.	Gestation pour autrui
51.	Prostitution
52.	Avis et mémoires produits ou publiés par le Conseil
53.	Liste de tous les comités sur lesquels siège le Conseil
54.	Sommes accordées pour la publication et la diffusion de la Gazette des femmes
55.	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Conseil
56.	Fermeture des bureaux régionaux

P.44 CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME :

- A. NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;
- B. LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;
- C. FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; VENTILÉS POUR CHACUN DES ÉVÉNEMENTS OU DÉPLACEMENTS;
- D. LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS ET LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS;
- E. COPIE DE LA CORRESPONDANCE (PAPIER ET COURRIEL) ÉCHANGÉE ENTRE LE CSF ET LA MINISTRE DE LA CONDITION FÉMININE.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

A) NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS, ET LES FRAIS AFFÉRENTS

Madame Julie Miville-Dechêne a participé à 49 rencontres, pour un montant de **985,75 \$**.

B) LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE

Cette information est confidentielle, car il s’agit de renseignements personnels en vertu des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

C) FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION, VENTILÉS POUR CHACUN DES ÉVÉNEMENTS OU DÉPLACEMENTS

Frais de déplacement (incluant les frais de repas)	12 563,86 \$
Frais de voyage (hors du Québec)	2 529,40 \$
CT réunion (autres que ceux inclus dans les frais de représentation)	787,87 \$
Frais de représentation (dépenses de fonction)	1 215,16 \$
TOTAL	17 096,29 \$

D) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS

ÉVÉNEMENTS	PARTICIPANTES	Coûts (INSCRIPTION ET DÉPLACEMENT)
2014		
Panel – La voix des femmes au Moyen-Orient (02-04-2014)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	574,78 \$
Panel – Actrices de leur révolution (03-04-2014)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	
Gala Femmes en finances (03-04-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Colloque « Les femmes dans la marge » (11-04-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Colloque – Les violences basées sur l’honneur – TCRI (24-04-2014)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	558,93 \$
Conférence – Groupe de travail interministériel (fédéral) sur le mariage précoce et forcé, la violence liée à « l’honneur » et la mutilation génitale féminine (25-04-2014) Ottawa	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	381,85 \$
Sommet Génération d’idées (3 et 4-05-2014)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	436,73 \$
Conférence de Paul Seabright – Biologie de la guerre des sexes	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Conférence – Femmes en TI : place au leadership (14-05-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Conférence sur les femmes et les C.A – Catalyst (CVMO) (27-05-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Lancement de la Chaire de leadership en enseignement : Femmes et organisations (04-06-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Journée de réflexion sur l’image, la diversité corporelle et l’ethnicité - ACCESSS (19-06-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Colloque parisien « Manuels scolaires, genre et égalité » (02-07-2014) Paris	Julie Miville-Dechêne	518,21 \$

P.44 CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME :

- A. NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;
- B. LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;
- C. FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; VENTILÉS POUR CHACUN DES ÉVÉNEMENTS OU DÉPLACEMENTS;
- D. LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS ET LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS;
- E. COPIE DE LA CORRESPONDANCE (PAPIER ET COURRIEL) ÉCHANGÉE ENTRE LE CSF ET LA MINISTRE DE LA CONDITION FÉMININE.

ÉVÉNEMENTS	PARTICIPANTES	Coûts (INSCRIPTION ET DÉPLACEMENT)
Conférence de Muriel Bowser - INM (15-08-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
100 ^e anniversaire du premier mouvement social des femmes francophones au Canada (06-09-2014) Ottawa	Julie Miville-Dechêne	489,58 \$
Rendez-vous des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes – Secrétariat à la condition féminine (16-09-2014)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	0 \$
Rencontre de la Coalition canadienne des conseils sur le statut de la femme (22 et 23-09-2014)	Julie Miville-Dechêne	928,23 \$
Soirée 10 ^e anniversaire du Conseil des Montréalaises (25-09-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
21 ^e Prix femmes de mérite du Y des femmes de Montréal (30-09-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Conférence — Sortir de la prostitution : enjeux et défis (03-10-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Forum 3I : Initie, influence, impacte (10-10-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Dévoilement des courts métrages et des vidéoclips de la sélection 2014 du Wapikoni mobile (16-10-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Rendez-vous national sur les inégalités sociales – INM (24-10-2014)	Julie Miville-Dechêne	25 \$
Rencontre - Centre des femmes de St-Gabriel-de-Brandon (03-11-2014)	Julie Miville-Dechêne	91,16 \$
Webinaire – Où vont les soins de longue durée au Québec? (06-11-2014)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	0 \$
Colloque « Sexe, Amour et Pouvoir. Il était une fois, à l'université » (14-11-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Conférence annuelle de Femmes autochtones du Québec 2014 (15-11-2014)	Julie Miville-Dechêne	93,05 \$
Remise du prix PDF Québec à La Maison de Marthe et sa fondatrice, M ^{me} Rose Dufour (15-11-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Génération d'idées – Les femmes et le pouvoir (17-11-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Colloque annuel - Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (28-11-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
S'engager à l'équilibre – Congrès 2014 du GFPD (29-11-2014)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Spectacle bénéfice Voix de sortie au profit du Fonds de solidarité de la CLES (29-11-2014)	Julie Miville-Dechêne	40 \$
Théâtre Outremont – Pour elles (06-12-2014)	Julie Miville-Dechêne et une invitée	140,04 \$
Comparution - Comité sénatorial permanent sur les droits de la personne afin de présenter les observations du Conseil sur le projet de loi S-7 (08-12-2014)	Julie Miville-Dechêne	118,02 \$
2015		
Femmes et C.A. – Dîner-conférence à la Chambre de commerce de Drummondville (14-01-2015)	Julie Miville-Dechêne Julie Champagne Félicité Godbout	47 \$
Femmes et C.A. – Événement organisé par Femmes en Affaires de la Capitale-Nationale et Femmes Alpha (28-01-2015)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	0 \$

P.44 CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME :

- A. NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;
- B. LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;
- C. FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; VENTILÉS POUR CHACUN DES ÉVÉNEMENTS OU DÉPLACEMENTS;
- D. LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS ET LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS;
- E. COPIE DE LA CORRESPONDANCE (PAPIER ET COURRIEL) ÉCHANGÉE ENTRE LE CSF ET LA MINISTRE DE LA CONDITION FÉMININE.

ÉVÉNEMENTS	PARTICIPANTES	Coûts (INSCRIPTION ET DÉPLACEMENT)
Lancement de l'étude - Regroupement pour la valorisation de la paternité (02-02-2015)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Conférence Femmes et C.A. – Chambre de commerce de Lévis (04-02-2015)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	0 \$
Conférence - Réseau des femmes de la Centrale des syndicats du Québec (06-02-2015)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Panel - Femmes autochtones élues (18-02-2015)	Julie Miville-Dechêne Marie-Andrée Lefebvre	0 \$
Femmes et C.A. – Dîner Relationn'ELLES de la Chambre de commerce de Québec (24-02-2015)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
Soirée 140 ^e anniversaire YCWA de Québec (26-02-2015)	Julie Miville-Dechêne	0 \$
TOTAL		4 442,58 \$

E) COPIE DE LA CORRESPONDANCE (PAPIER ET COURRIEL) ÉCHANGÉE ENTRE LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME ET LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

P.45 LISTE DE L'EFFECTIF DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, VENTILÉ PAR RÉGION POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 ET UNE LISTE DE TOUS LES MOUVEMENTS DE PERSONNEL DEPUIS 2010.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

EN DATE DU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Saguenay-Lac-Saint-Jean		2		1	3
CAPITALE-NATIONALE	4	12	8	3	27
MONTREAL		2			2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		2			2
TOTAL	4	18	8	4	34

* Incluant la présidente d’organisme.

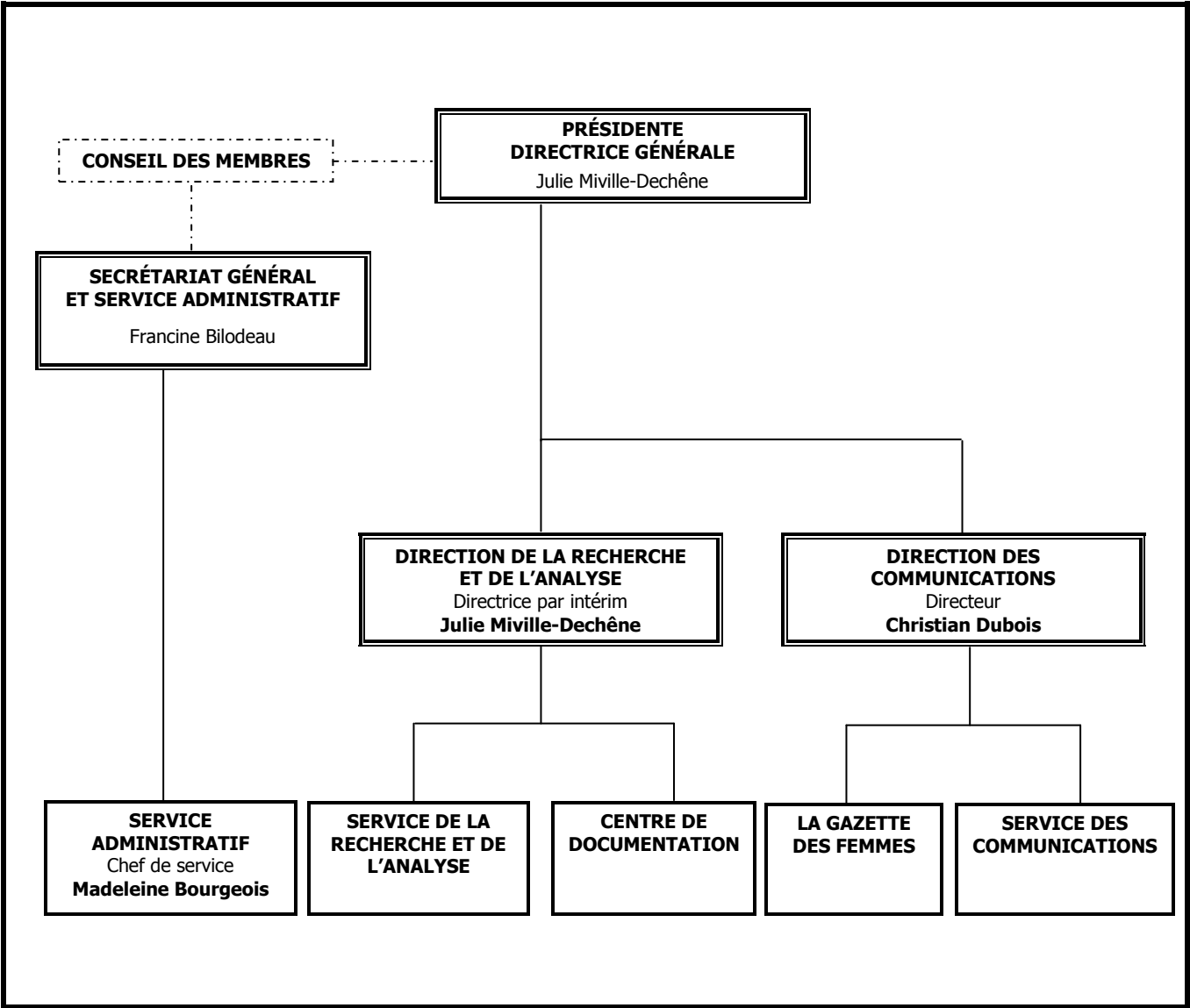
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

En 2014-2015, le Conseil du statut de la femme a reçu trois mandats de la ministre de la Justice et ministre responsable de Condition féminine :

- Mise à jour sommaire de l'avis *Les femmes et le Plan Nord : pour un développement nordique égalitaire*;
- Avis sur la question de la maternité pour autrui (publication prévue en 2015-2016);
- Analyse sur l'approche « se conformer ou s'expliquer » sur la présence des femmes dans les C.A.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

EN DATE DU 31 MARS 2015



CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

2014-2015

TITRE DU DOCUMENT	DATE DE PUBLICATION	Coûts
Avis		
Pour une véritable protection juridique des conjointes de fait	Mai 2014	15 307 \$
Impact d’une modulation de la contribution parentale aux services de garde subventionnés	Novembre 2014	0 \$
Mémoires		
Mémoire sur le projet de loi C-36, Loi sur la protection des collectivités et des personnes exploitées, modifiant le Code criminel pour donner suite à la décision de la Cour suprême du Canada dans l’affaire Procureur général du Canada c. Bedford et apportant des modifications à d’autres lois en conséquence (présenté au Comité permanent de la Justice et des Droits de la personne – Ottawa)	Juillet 2014	0 \$
Mémoire sur le projet de loi n° 27, Loi sur l’optimisation des services de garde éducatifs à l’enfance subventionnés	Janvier 2015	0 \$
Mémoire sur le projet de loi n° 20, Loi édictant la Loi favorisant l’accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée	Février 2015	0 \$
Rapport sur la mise en œuvre du Plan d’action gouvernemental 2008-2013 en matière d’agression sexuelle	Mars 2015	0 \$
Étude		
La participation au marché du travail des femmes immigrées du Maghreb : un cas d’étude	Novembre 2014	307,46 \$

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

PLAN NATIONAL

Le Conseil du statut de la femme siège sur :

- Comité directeur de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO);
- Table provinciale des partenaires Femmes et politique municipale du MAMOT.

PLAN RÉGIONAL

Le Conseil du statut de la femme siège aux conférences administratives régionales (CAR). Il a aussi participé aux comités suivants en 2014-2015 :

Bas-Saint-Laurent

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Comité de concertation de l'entente spécifique en matière d'égalité.

Saguenay- Lac-Saint-Jean

- Comité interministériel en matière d'égalité de la Conférence administrative régionale;
- Comité directeur d'Engagement jeunesse;
- Comité de coordination du Forum de la fonction publique régionale;
- Sous-comité d'Engagement jeunesse;
- Comité de réflexion d'Engagement jeunesse;
- Comité de gestion et de suivi de l'entente spécifique en matière de condition féminine;
- Comité de planification sectorielle en développement social et innovation sociale;
- Comité santé des femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean;
- Comité portrait de la santé des femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Côte-Nord

- Comité d'analyse et de suivi de l'entente sur l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Commission femmes de la Conférence régionale des élus.

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

- Groupe-conseil en condition féminine;
- Comité-conseil en santé des femmes;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Capitale-Nationale

- Comité Femmes et développement local et régional du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale;
- Table de concertation en condition féminine de la Conférence régionale des élus;
- Table pour la sécurité économique des femmes de la région de Portneuf;
- Comité du cadre d'évaluation en entente spécifique condition féminine;
- Comité Promouvoir l'éducation à l'égalité de l'entente spécifique;
- Comité responsable de l'évaluation de l'objectif qualité de vie des femmes de l'entente spécifique en égalité.

Mauricie

- Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- Comité Santé des femmes de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité.

Estrie

- Comité d'orientation sur la conciliation famille-études-travail de la Conférence régionale des élus;
- Table de concer-Action femme de l'Estrie;
- Comité égalité de l'Estrie;
- Comité de suivi pour la sécurité économique des femmes;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en égalité.

Chaudières-Appalaches

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité de la Conférence régionale des élus;
- Commission régionale en développement social;
- Comités ad hoc du Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches;
- Comité portrait santé mentale des femmes;
- Concertation intersectorielle en itinérance.

Centre-du-Québec

- Comité Femmes et pouvoir de la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Table régionale du mouvement des femmes du Centre-du-Québec;

P.53 LISTE DE TOUS LES COMITÉS SUR LESQUELS SIÈGE LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, ET LES FRAIS ENGAGÉS.

-
- Comité de la Table régionale du mouvement des femmes du Centre-du-Québec sur le décrochage scolaire.

Outaouais

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité de la Conférence régionale des élus.

Abitibi-Témiscamingue

Aucun.

Nord-du-Québec

Aucun.

Montréal

- Comité Femmes de la Conférence régionale des élus de Montréal;
- Comité développement local et régional de la Table des groupes de femmes de Montréal;
- Concertation Montréalaise Femmes et emplois masculins.

Laval

- Sous-comité de suivi pour la réalisation du portrait statistique de la population immigrante de Laval;
- Table de concertation pour l'emploi des femmes dans les milieux non traditionnels;
- Table de concertation de Laval en condition féminine.

Lanaudière

- Comités de travail de l'entente spécifique en matière d'égalité (volet entrepreneuriat des femmes agricultrices, volet conciliation famille-travail-études, volet aînées);
- Comité de gestion de l'entente spécifique en immigration;
- Comité santé de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière;
- Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière.

Laurentides

- Comité encadreur du Congrès régional sur la condition féminine dans les Laurentides (2015);
- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Comité concertation Entente égalité.

Montréal

- Comité aviseur en égalité Vallée-du-Haut-Saint-Laurent;
- Comité Femmes, Égalité et Mouvement de la Conférence régionale des élus de l'agglomération de Longueuil;
- Comité régional de concertation personnes aînées de la CRÉ Montérégie Est;
- Comité régional de concertation Condition féminine et égalité de la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie.

Frais : Aucun frais d'inscription direct n'est associé à la participation du Conseil à ces comités.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Il est à noter que la Gazette des femmes est une publication Web uniquement.

PUBLICATION ET DIFFUSION

Budget de 62 500 \$ pour l'année financière 2014-2015. Cette somme comprend un investissement de 12 000 \$ pour une refonte du site Internet de la Gazette des femmes.

NOMBRE D'ABONNÉS

- 9 659 abonnés à l'infolettre qui annonce les nouveaux contenus
- 4 400 abonnés à la page Facebook
- 4 233 abonnés au compte Twitter
- 245 846 visiteurs uniques en 2014-2015

REVENUS D'ABONNEMENT ET DE PUBLICITÉ

Aucun.

P.55 LISTE DES ATELIERS, FORMATIONS, CONFÉRENCES OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE NOM DE LA FORMATION ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT D'INSCRIPTION
Colloque régional sur l'hypersexualisation	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	2	Ste-Marie de Beauce	25 \$
Revue des concepts fondamentaux en planification stratégique : de la stratégie à l'action	Ordre des CPA	1	Québec	Inclut dans un forfait
Modèle d'application : suivi et mise en œuvre de la planification stratégique	Ordre des CPA	1	Québec	Inclut dans un forfait
Une histoire à succès : la stratégie d'amélioration continue du gouvernement du Nouveau-Brunswick	Mouvement québécois de la qualité	2	Québec	300 \$
15 ^e journée thématique - Groupe d'expertise en gestion des documents	Groupe d'expertise en gestion des documents	1	Québec	-
Rencontre annuelle des cadres	Alliance des cadres de l'État	1	Québec	250 \$
Colloque condition des femmes	Centrale des syndicats du Québec	2	Québec	156 \$
Gala Mauriciennes d'influence	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	1	Trois-Rivières	35 \$
Le parcours de vie des femmes comme moteur des changements sociaux	Université féministe d'été - Passeport DCOM	3	Québec	325 \$
La médicalisation de la maternité et de la procréation	Université féministe d'été - Passeport DBR	2	Québec	350 \$
La prison et les vulnérabilités qu'elle engendre : constructions et expériences d'identités autochtones par les femmes	Université féministe d'été	2	Québec	-
Une religieuse, vous dites? Histoire de vie de sœur Simone Voisine	Université féministe d'été	2	Québec	-
Critique féministe des discours dominants en santé à trois âges de la vie	Université féministe d'été	2	Québec	-
Les âges de la vie et le parcours familial/professionnel des femmes : trajectoires contrastées	Université féministe d'été	1	Québec	-
13 licences - Formation virtuelle bureautique	CLDC	13		260 \$
Ms-Word 2010 intermédiaire français	Versalys	1	Québec	220 \$
Meilleures pratiques et pratiques émergentes en gestion	Ordre des CPA	1	Bécancour	Inclut dans un forfait
Carra - Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Commission scolaire de la Capitale (CS de la Capitale)	1	Québec	250 \$
Word 2010-Base-intermédiaire	AFI	1	Québec	273,01 \$
RH - Revue des concepts fondamentaux pour les CPA responsables de la gestion des	Ordre des CPA	1	Montréal	107 \$

P.55 LISTE DES ATELIERS, FORMATIONS, CONFÉRENCES OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE NOM DE LA FORMATION ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT D'INSCRIPTION
ressources humaines de l'organisation				
Colloque sur la santé des femmes et l'environnement - Écodéfi 2014	Réseau des femmes en environnement	1	Montréal	25 \$
Supervision de stage, niveau 1	Université de Sherbrooke	1	Rouyn-Noranda	-
La gestion « beyond budget » : une pratique très performante	Ordre des CPA	1	Montréal	175,92 \$
Rendez-vous des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes	Secrétariat de la condition féminine	9	Québec	-
Conférence sur l'articulation travail-famille	Hélène Charron & Olivier Lamalice	20	Québec	-
Impacts de la colonisation des peuples autochtones au Québec	Femmes autochtones du Québec	33	Québec	500 \$
Carra - Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Commission scolaire de la Capitale (CS de la Capitale)	1	Québec	267,67 \$
CAP-15 Factures et blocages	DGSAGIR	1	Québec	-
PO-11 Les ententes d'achat permanentes	DGSAGIR	1	Québec	-
GL-15 Interrogations et rapports du Grand livre	DGSAGIR	1	Québec	-
Rencontre des membres TCMFM	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	1	Trois-Rivières	20 \$
Conférence - Polygamie chez les Mormons	Université McGill	1	Montréal	-
Cours de secourisme	Ambulance St-Jean	1	Québec	-
Colloque en conciliation travail-famille	Femmessor	1	Trois-Rivières	30 \$
Sécurité informatique (formation interne)	Deux employés du Conseil	11	Québec	-
Sécurité informatique (formation interne)	Deux employés du Conseil	12	Québec	-
Sécurité informatique (formation interne)	Deux employés du Conseil	8	Québec	-
Sensibilisation aux problématiques d'agression sexuelle et de violence conjugale	Hélène Cadrin	22	Québec	-
L'État du Québec et son fonctionnement	Contrôleur des finances	15	Québec	-
L'État du Québec et son fonctionnement	Contrôleur des finances	12	Québec	-
Webinaire sur la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (LGCE)	Secrétariat du Conseil du trésor	1	Québec	-
TOTAL				3 569,60 \$

Note : Veuillez vous référer à la question P.44 d) pour les événements du bureau de la présidence du Conseil du statut de la femme.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

10 février 2015 : Annonce de fermeture de ses quatre bureaux régionaux à compter du 31 mars 2015. En conséquence, des dépenses d'environ 12 000 \$ seront déboursées en mars 2015.

P.10 CONCERNANT LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES :

- A. LISTE DES EFFECTIFS EN POSTE, VENTILÉS PAR RÉGION;
- B. BUDGET ALLOUÉ, VENTILÉ PAR GRANDES CATÉGORIES;
- C. LISTE DES AVIS REMIS AU GOUVERNEMENT.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

A) LISTE DES EFFECTIFS EN POSTE, VENTILÉS PAR RÉGION

EN DATE DU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Saguenay-Lac-Saint-Jean		2		1	3
CAPITALE-NATIONALE	4	12	8	3	27
MONTRÉAL		2			2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		2			2
TOTAL	4	18	8	4	34

* Incluant la présidente d’organisme.

B) BUDGET ALLOUÉ, VENTILÉ PAR GRANDES CATÉGORIES

2014-2015

RÉMUNÉRATION	FONCTIONNEMENT*	TOTAL
2 915 000 \$	895 000 \$	3 810 000 \$

*Ce montant inclut l’amortissement.

C) LISTE DES AVIS REMIS AU GOUVERNEMENT

2014-2015

AVIS

- Pour une véritable protection juridique des conjointes de fait – Mai 2014
- Impact d’une modulation de la contribution parentale aux services de garde subventionnés – Novembre 2014

MÉMOIRES

- Mémoire sur le projet de loi C-36, Loi sur la protection des collectivités et des personnes exploitées, modifiant le Code criminel pour donner suite à la décision de la Cour suprême du Canada dans l’affaire Procureur général du Canada c. Bedford et apportant des modifications à d’autres lois en conséquence – Juillet 2014 (présenté au Comité permanent de la Justice et des Droits de la personne – Ottawa)
- Mémoire sur le projet de loi n° 27, Loi sur l’optimisation des services de garde éducatifs à l’enfance subventionnés – Janvier 2015
- Mémoire sur le projet de loi n° 20, Loi édictant la Loi favorisant l’accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée – Février 2015
- Rapport sur la mise en œuvre du Plan d’action gouvernemental 2008-2013 en matière d’agression sexuelle – Mars 2015

ÉTUDE

- La participation au marché du travail des femmes immigrées du Maghreb : un cas d’étude – Novembre 2014